

## **Proceso selectivo para ingreso en la Carrera Diplomática**

**Resolución de 28 de diciembre de 2022 (BOE de 31-12-2022)**

### **TEXTO DE FRANCÉS DEL SEGUNDO EJERCICIO**

**(17-03-2023)**

Les salles consacrées aux marbres du Parthénon restent un must du British Museum, institution londonienne aux 5 millions de visiteurs annuels. Grappes de collégiens en uniformes, touristes rivés à leur audioguide : l'immense galerie exposant les frises et les sculptures des frontons du plus fameux des temples grecs, sur la colline de l'Acropole, à Athènes, est toujours bondée.

Ces sculptures, vieilles de 2 500 ans, ont été décrochées du temple dédié à la déesse Athéna au début du XIXe siècle, quand la Grèce était encore sous domination ottomane, sur ordre du diplomate britannique Lord Elgin, qui les a vendues au British Museum en 1816. Depuis qu'elle est devenue indépendante, en 1832, la Grèce a toujours contesté cette propriété et réclamé le retour des marbres, qu'elle considère comme une part inaliénable de son histoire. Leur place est à Athènes, arguent les autorités grecques, dans un magnifique musée construit au pied de l'Acropole spécialement pour les exposer et ouvert en 2009.

Jusqu'à présent, le British Museum a résisté à toutes ces pressions, s'en tenant à sa version : les marbres lui appartiennent, leur prélèvement ayant été autorisé par l'administration ottomane. L'institution s'abrite aussi derrière une loi britannique, le British Museum Act de 1963, qui lui interdit de céder ses oeuvres, sauf circonstances exceptionnelles. Mais les opinions publiques évoluent, d'autres institutions au Royaume-Uni et ailleurs dans le monde occidental multiplient les restitutions. Le statu quo devient difficilement tenable.

Arrivé à la tête du British Museum en octobre 2021, George Osborne, 51 ans, ancien ministre des finances du premier ministre conservateur David Cameron, a entamé des discussions sérieuses avec Athènes en 2022. Cet ex-partisan de la rigueur budgétaire cultivant une image de modernisateur serait même tout proche d'un accord avec Athènes portant sur un « échange culturel », avec des prêts de long terme, ont rapporté les médias britanniques. Présent à Londres en décembre, le premier ministre grec, Kyriakos Mitsotakis, s'est lui aussi montré optimiste, estimant que le retour des marbres était « possible ».

Le British Museum a « appelé publiquement à un nouveau partenariat du Parthénon avec la Grèce » et confirmé des discussions « avec tout le monde, y compris le gouvernement grec », tout en excluant « de démanteler [sa] superbe collection ». Le gouvernement britannique a exclu tout amendement du British Museum Act. Athènes s'en tient, de son côté, à sa position : un prêt à long terme n'est pas satisfaisant, le pays veut récupérer la propriété des marbres.

Pour le conservateur Mitsotakis, un accord avec Londres serait cependant bienvenu à l'approche des élections législatives. Pour George Osborne, en finir avec ce vieux contentieux constituerait aussi une victoire personnelle. L'ancien chancelier de l'Echiquier reste un ambitieux. Après avoir quitté la politique en 2017, il a été rédacteur en chef du quotidien Evening Standard, avant d'essayer de décrocher la présidence du Fonds monétaire international, puis celle de la BBC.

Les attentes du public ont également changé. Selon un sondage de novembre 2021, 59 % des Britanniques interrogés estiment que les marbres du Parthénon ont leur place en Grèce plutôt qu'à Londres (seuls 18 % pensent l'inverse). D'autres institutions n'hésitent plus à questionner les conditions d'acquisition de leurs oeuvres ou leur responsabilité dans le passé colonial et esclavagiste du pays.

Le musée londonien de la fondation Wellcome Trust a fermé, fin 2022, une exposition (« Medicine Man »), considérant qu'elle perpétuait « une version de l'histoire médicale fondée sur le racisme et le sexisme ». Au Victoria and Albert Museum de Dundee (Ecosse), une installation de l'artiste Swapnaa Tamhane rapproche les conditions de travail des ouvriers de Dundee de celles de ceux de Calcutta, travaillant dans des usines de jute possédées par les mêmes fortunes écossaises. A la Tate Modern de Liverpool, une exposition du peintre William Turner commentait certaines de ses marines en racontant le massacre du Zong, un navire négrier britannique duquel 130 esclaves furent jetés à la mer en 1781, suscitant un scandale qui accéléra le mouvement pour l'abolition de l'esclavage.

Fin 2022, le Horniman Museum, dans le sud de Londres, a rendu au Nigeria six bronzes du Bénin. « Ces oeuvres avaient été volées par les soldats britanniques à la fin du XIXe siècle. Nous avons transféré leur propriété à l'État du Nigeria mais obtenu d'en conserver certaines sous forme de prêt. Ce qui compte pour beaucoup d'États, c'est moins leur emplacement que le principe d'appartenance », explique son directeur exécutif, Nick Merriman. Quant au public, « la grande majorité était en faveur des restitutions. Nous sommes situés dans une partie de Londres où réside une forte communauté d'origine nigériane, qui est sensible aux restitutions, mais apprécie de pouvoir continuer à voir des oeuvres qui les relient à leur culture ».

Les marbres du Parthénon constituent certes un cas particulier : leur propriété est contestée et bien des responsables de musée craignent qu'une restitution crée un précédent mettant en danger leurs collections. Mais les arguments juridiques deviennent difficiles à tenir quand la question de l'image se pose. Le British Museum est déjà dans le viseur des activistes du climat, qui le pressent de renoncer à son contrat de sponsoring avec le groupe pétrolier British Petroleum. Son refus de rendre des bronzes du Bénin au Nigeria, alors qu'il en possède une des plus grandes collections au monde, passe pour de l'obstination.

En dépoussiérant l'image de l'institution, la signature d'un accord avec Athènes faciliterait aussi peut-être l'énorme levée de fonds de 1 milliard de livres sterling (1,13 milliard d'euros) espérée par M. Osborne pour financer la rénovation du musée, qui doit mettre davantage en valeur ses collections venues d'Afrique et d'Amérique.

Cécile Ducourtieux.